

VIEILLES NATIONS, NOUVELLES LUTTES, VIEILLES RENGAINES.

Quelle est la signification des luttes de libération nationale, lorsque aujourd'hui, elles se développent vigoureusement contre la Russie ? On sait que depuis la deuxième guerre mondiale, l'Afrique et l'Asie ont vu apparaître de nombreuses nations, libérées du joug colonial, et dont une bonne partie est allée rejoindre la banlieue de Moscou. Ce phénomène, baptisé décolonisation, a été longtemps considéré comme progressiste par différents courants se réclamant du mouvement ouvrier et de Lénine.

Celui ci s'est sans doute retourné plusieurs fois dans ses bandelettes, tant sa position sur la question a été galvaudée, déformée et momifiée. En effet, Lénine et les bolchéviques, à la suite de Marx, affirmaient que les révolutionnaires devaient soutenir les luttes de libération nationale des nations opprimées par les nations impérialistes ou colonialistes, s'allier organisationnellement aux prolétaires de ces pays pour faire pièce aux manœuvres des bourgeoisies locales et enfin s'allier aux bourgeois radicaux des pays les plus arriérés.

Or déjà à l'époque, d'autres révolutionnaires, avec en tête Rosa Luxembourg, s'opposaient vertement à ce qu'ils considéraient comme un abandon du centralisme et de l'objectif révolutionnaire immédiat, mis à jour dans la période où ils polémiquaient (1916-19). Selon elle, il ne s'agissait rien moins que d'abandonner les prolétaires des nations opprimées aux mains de leurs bourgeoisies respectives :

« ...ce fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'est qu'une phrase creuse, une foutaise petite-bourgeoise.

Que signifie ce droit en effet ? C'est un principe élémentaire de la politique socialiste, qu'elle combat, comme toute sorte d'oppression, celle d'une nation par une autre. Si malgré tout, des hommes politiques aussi réfléchis que Lénine, Trotsky et leurs amis, qui n'ont que haussements d'épaules ironiques pour des mots d'ordres utopiques tels que « désarmement », « société des nations » etc. ont fait cette fois leur cheval de bataille d'une phrase creuse du même genre, cela est dû, nous semble-t-il, à une sorte de politique d'opportunité. »

« Malheureusement (...), le calcul s'est révélé entièrement faux : tandis que Lénine et ses amis espéraient manifestement que, parce qu'ils avaient été les défenseurs de la liberté nationale, et cela jusqu'à la séparation complète, la Finlande, l'Ukraine, la Pologne, la Lituanie, les pays baltes, le Caucase, etc., deviendraient autant d'alliés fidèles de la Révolution russe, nous avons précisément assisté au spectacle inverse : l'une après l'autre, toutes ces « nations » utilisèrent la liberté qu'on venait de leur octroyer pour s'allier à l'impérialisme allemand contre la République russe. »

Rosa Luxembourg, La révolution russe (Ed. Spartacus. p.17 et 18).

Néanmoins, l'ardeur de la polémique, attisée par l'urgence de la situation, n'empêcha jamais ces révolutionnaires d'admirer Lénine et Trotsky, tant pour leurs qualités intrinsèques que pour la hauteur de vue qui les animait, y compris sur la question nationale. C'est qu'essentiellement, Lénine et Trotsky oeuvraient pour donner au prolétariat le rôle dirigeant dans toutes les luttes. L'erreur était de mener ce travail dans le combat national, où la classe ouvrière avait tout à perdre et rien à gagner.

Les bolchéviques (et d'autres avec eux, sur ce terrain) ne s'appuyaient pas seulement sur la situation de l'Empire Russe. Ils avaient aussi en tête l'action de Marx et d'Engels dans la Première Internationale, en faveur de l'indépendance de la Pologne et de l'Irlande. Ces luttes constituèrent en Europe une excellente mobilisation des prolétaires contre leur propre bourgeoisie, élargissant l'horizon des organisations ouvrières encore enfermées dans les cadres nationaux. Elles insufflèrent à Lénine sa magnifique proclamation du défaitisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien, sans laquelle la révolution d'Octobre n'est pas compréhensible.

Le fond internationaliste des bolchéviques estompa partiellement le caractère erroné de leur position sur « l'autodétermination des nations », jusqu'aux premières difficultés de la révolution, où elle constitua un facteur nettement négatif, durement ressenti par les révolutionnaires européens. Le reflux révolutionnaire en Allemagne et la transformation contre-révolutionnaire en Russie ne permirent pas de résoudre un débat pourtant tranché dans les faits. Aussi parmi les tendances qui s'opposèrent à la dégénérescence puis à la contre-révolution (sans la percevoir explicitement comme telle) staliniennes, celles qui furent les mieux structurées n'eurent pas la capacité de remettre en cause cette erreur.

L'Opposition de Gauche italienne, regroupée derrière Bordiga, se fit exclure de la IIIème Internationale (en fait déjà transformée en Komintern). Sur la question nationale, elle systématisa l'erreur de Lénine, sans pouvoir assimiler tout ce qui avait pu changer pour le prolétariat avec la contre-révolution à partir de la Russie, et sur ce quoi nous reviendrons plus loin. Durant la guerre de 39-45, les différentes fractions de ce courant ne surent défendre le défaitisme révolutionnaire qu'à partir de 1942. Dans l'après-guerre, elles se regroupèrent en un Parti qui se scinda bientôt en deux, entre autre à cause de divergences sur la question des luttes de libération nationale. Seul le PCI-Programme Communiste (1) continua de véhiculer l'ancienne position de Bordiga. Conséquemment, il défendit la libération nationale de l'Algérie et se rangea derrière le FLN, identifié comme parti de la « bourgeoisie radicale » d'un pays arriéré. Cette organisation révolutionnaire, refusant de considérer l'absorption des luttes de libération nationale dans les luttes inter-impérialistes, se retrouva à la remorque d'une clique téléguidée par Moscou et Le Caire.

L'autre Opposition de Gauche à la IIIème Internationale, plus importante par son nombre et son audience, fut bien sûr celle regroupée derrière Trotsky. Sa position sur la question nationale fut tout d'abord celle de Lénine... et de Trotsky, inchangée jusqu'à la formation de la IVème Internationale en 1938. En 1939, lorsque la deuxième guerre mondiale éclata, la IVème Internationale publia aussitôt un manifeste défaitiste révolutionnaire, inspiré directement de celui de Lénine, un quart de siècle auparavant. Mais derrière cette excellente déclaration de principe, on ne trouva réellement que quelques groupes authentiquement communistes (en France, au Mexique, en Grèce,...) qui surent défendre becs et ongles l'internationalisme prolétarien. Constituée de bric et de broc (bric du SWP américain, broc de « la Vérité » en France, par exemple), la IVème Internationale bascula rapidement dans la « Résistance » nationale, où elle s'inféoda mortellement au stalinisme. Elle ne pouvait plus être une force révolutionnaire.

Notre tendance, illustrée à ce moment là par des militants trotskystes espagnols, réfugiés au Mexique et en France, maintint fermement le cap internationaliste et rompit avec la IVème Internationale en 1948, lors de son premier congrès, sur la question des résistances nationales et de la nature de l'URSS. Désormais, la IVème Internationale et ses filiations ne furent plus qu'à la traîne du stalinisme et soutinrent toutes ses perfidies, en particulier les prétendues luttes de libération nationale, en réalité simples conflits inter-impérialistes où ils se rangèrent dans le camp russe (2). De LO à la Ligue en passant par toutes les tendances, ils soutinrent tous le bourreau Ho-CHI-Minh, massacreur des prolétaires vietnamiens... et des trotskystes en particulier. Libérer le Vietnam de la présence américaine signifiait simplement l'emprisonner dans les griffes russes, sans aucune considération quant à l'existence du prolétariat et à la nécessité d'une politique qui lui soit propre, au Vietnam comme ailleurs.

Car c'est bien là que se trouve le changement par rapport aux conditions qui prévalurent jusqu'à la première guerre mondiale. Auparavant, les luttes de libération nationale n'étaient pas pour autant des combats de la classe ouvrière. Mais elles pouvaient bénéficier au prolétariat dans la mesure où elles s'intégraient au développement social engendré par le capitalisme, bousculant les vieilles entraves des systèmes sociaux antérieurs, favorisant l'expansion de la classe ouvrière, et entraînant le projet communiste à embrasser une réalité toujours plus vaste.

A l'ampleur du développement social capitaliste, répond l'ampleur de la capacité prolétarienne à imposer le communisme et à impulser par là même un nouveau mode de développement social. Or les bornes de ce développement capitaliste ont été mises en évidence par la possibilité et la réalité d'une première guerre mondiale, indiquant l'accomplissement de la domination du capital sur la planète. Cette domination complète signifie que même si l'on rencontre des survivances de modes d'exploitation antérieurs, elles sont reliées, intégrées, absorbées totalement par les circuits mondiaux de l'exploitation capitaliste. Dès lors, plus aucun développement social d'ensemble n'est possible sous l'égide du capital, le système capitaliste est caduc, décadent ; croissance et développement, jusque là concomitants, se découplent et s'opposent même. A ce stade de développement, correspond la capacité du prolétariat à affirmer d'emblée pour le monde entier, le projet révolutionnaire communiste. Cette capacité signifie que même si l'on rencontre des exploités d'un autre type que les prolétaires, ils ne peuvent plus avoir la moindre indépendance relativement aux objectifs prolétariens. En effet ils sont reliés et soumis au même mode général d'exploitation et d'oppression ; on doit les considérer comme une partie du prolétariat mondial. Les combats ne concernant pas directement et uniquement la classe ouvrière, non seulement ne lui servent pas, mais lui sont désormais irréductiblement opposés.

A cette impossibilité de développement social par le capitalisme, a correspondu l'offensive mondiale du prolétariat. L'embrassement communiste, entre 1917 et 1937, fut et reste la seule possibilité offerte à l'humanité pour un redémarrage de son développement, libéré cette fois-ci du carcan étouffant de la loi de la valeur, du salariat et de l'État. L'échec de la tentative communiste s'est d'abord manifesté en Russie, alors que l'impulsion de la lutte mondiale du prolétariat y avait été donnée. L'ignominie de la contre-révolution entamée en Russie, provient non seulement de sa bestialité sanglante (bien connue aujourd'hui de tous), mais surtout de l'escroquerie sur laquelle elle repose. A savoir que par le mensonge, la terreur et la vénalité, la contre-révolution stalinienne a répandu la confusion hallucinante du communisme et du capitalisme d'État.

La Russie stalinienne, produit et agent de la contre-révolution, a peu à peu constitué un bloc militaro-économique en procédant par des guerres de rapine et des alliances successives avec toutes les grandes puissances impérialistes. Elle a englouti les États baltes et un bout de Pologne en s'alliant avec Hitler ; les USA (3) lui ont « laissé » huit pays en Europe et quatre en Asie, pour s'être laissé attaquer par son allié nazi de la veille. Invariablement, Staline et ses sbires occidentaux entonnaient l'incantation magique du « droit à l'autodétermination des peuples » en dansant autour de la momie de Lénine. Poursuivant avec résolution et bénédiction patriarcale, la politique des Tsars, l'État russe a ainsi mené à bien la « libération » ou la guerre de « libération » d'innombrables peuples, nations, ethnies, tribus ou copains dans le monde. C'est que de fait, la libération nationale est devenue une impossibilité avec la décadence. Sauf mauvaise foi ou bêtise congénitale aggravée, il n'est pas possible de confondre ce que Lénine entendait par lutte de libération nationale (ce que nous avons résumé au début de l'article), et l'annexion pure et simple avec mise en coupe réglée des pays, que l'Empire russe a pratiquée sous la même appellation de 1940 à 1980. La concurrence et l'affrontement avec l'autre bloc (USA) lui ont ravi une à une toutes les nations qui étaient politiquement et géographiquement en mesure de le faire, préférant l'infâme joug américain à la délectable libération russe (Yougoslavie, Chine, Albanie, Algérie, Égypte, Somalie, etc.). Le ralentissement, puis l'arrêt des « libérations » s'est fait principalement suite à la désorganisation d'une économie fragile, entièrement absorbée par l'effort de guerre, seule ressource réelle d'un empire dont le fondement est l'écrasement de toute lutte prolétarienne. C'est cette même lutte prolétarienne, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui a désorganisé un à un tous les rouages du Parti-État, par la résistance passive, la grève et l'insurrection. Lentement mais sûrement, les prolétaires ont fermenté la désagrégation du bloc russe.

La lutte de classe a progressivement engendré des secousses telluriques d'intensité croissante (4) et dont l'épicentre s'est implacablement rapproché du Kremlin. La lente désagrégation du bloc de l'Est a alors directement touché les pays voisins (voir Alarme n° 46) et corrode maintenant les liens avec les pays absorbés au début de la deuxième guerre mondiale (les États baltes) ou même au moment de la formation de l'URSS, comme la Géorgie, saignée à blanc par le Géorgien Staline, ou l'Arménie.

Or jusqu'il y a fort peu de temps, il n'y avait aucune organisation ou lutte nationalistes dans ces nations. Toutes se sont créées et exprimées dans les défaillances de la répression, dues à l'action ouvrière. En Lituanie (ancien duché du royaume

de Pologne et Lituanie) par exemple, l'impact des luttes ouvrières en Pologne a été déterminant et explique en partie l'avance de cette nation dans le processus centrifuge en cours.

On retrouve apparemment une situation nationale antérieure à la première guerre mondiale. Cependant, et la différence est de taille, les solutions et les propositions d'autodétermination nationale qui sont présentées à la classe ouvrière, sont encore plus fragiles qu'à l'époque. Alors même que cette indépendance est à peine formulée, et que le bloc russe n'a pas encore éclaté (et de multiples forces centripètes s'y opposent dans le Parti-État, l'Armée et l'Église), les appétits féroce-ment capitalistes des fractions nationalistes se font déjà sentir. Elles exposent effrontément leur volonté ouvrière et leur désir de se jeter dans le giron des empires occidentaux ou autres. Ainsi les islamistes du sud caucasien lorgnent vers l'Iran ou l'Irak ou... ou celui qui paiera le plus ! L'impossibilité de libération nationale dans un système qui ne peut laisser de place à de nouvelles entités nationales indépendantes depuis plus de 70 ans, mène ces fantômes nationaux à errer de bloc en bloc, à la recherche d'un point d'ancrage où ils se feront absorber.

En aucun cas le prolétariat ne peut soutenir une telle aspiration sans perdre toute existence. Il lui faut refuser d'arbitrer entre les tenants d'une dépendance nationale envers l'Europe et les USA, et les tenants de la dépendance russe. A l'ordre du jour et en permanence, c'est le noyau subversif fondamental des communistes qui doit être mis en avant :

Lutter contre sa propre bourgeoisie jusqu'à ce qu'elle perde la guerre, économique et politique, et transformer la guerre inter-impérialiste en révolution socialiste.

NOTES

(1) Adresse : Éditions Programme, 17 Rue René Leynaud, 69001 LYON.

(2) Sur les épigones trotskistes, voir notre brochure "Analyse d'un vide, 50 ans après le trotskisme".

(3) Les distensions dans le bloc de l'Est (questions nationale, religieuse, militaire) ne doivent pas faire oublier par ailleurs, les réajustements de l'hégémonie US en occident. Néanmoins, on ne rappellera jamais assez que la contradiction fondamentale n'est pas entre les blocs mais entre les classes.

(4) 1953 à Berlin, 1956 en Hongrie et Pologne, 1968 en Tchécoslovaquie, 1970-71-76-80-81 en Pologne, 1987 en Roumanie, les innombrables grèves et soulèvements en Russie, ect.

ALARME

BP 329

75624 Paris Cedex 13 - France.

Mailto : for@alarme-for.org

Site : www.alarme-for.org